

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 543 - 13 juin 1991 - Prix 2,50 F

RANDONNÉES A CHEVAL

- en week-end
- en séjour hebdo
- en grand voyage

VISITEZ LE MASSIF CENTRAL
PAR LES SENTIERS

avec **CHE** VAUX
MINS

Programme de l'année, infos adhérents
Groupes et individuels

Tél. 55 56 50 38

L'ENJEU DE L'ÉCOLE

Depuis 10 ans les gouvernements qui se sont succédés ont affirmé que l'enseignement devait être une priorité nationale.

Les promesses n'ont pas été tenues.

Pour la guerre du Golfe il a été possible de débloquer immédiatement des dizaines de milliards, mais le gouvernement n'a prévu aucun moyen supplémentaire sérieux pour l'éducation nationale. Il a prévu, par contre, de faire payer encore plus les familles et les collectivités locales, ce qui aggravera encore les inégalités.

La société française devient de plus en plus inégalitaire, l'école aussi.

Ces choix ne sont pas bons.

Est-il normal de programmer 1750 milliards de dépenses supplémentaires pour le surarmement d'ici à l'an 2 000 ?

Une telle somme représente une fois et demi le budget de l'état, et sept fois le budget de l'éducation nationale.

Est-il normal, par ailleurs, que 180 milliards d'argent public soient dépensés sans aucun contrôle pour soi-disant créer des emplois alors que les spéculateurs s'enrichissent chaque jour davantage.

Doit-on s'étonner que ceux et celles qui ont assuré la victoire de la gauche en 1981 et en 1988 ne se reconnaissent pas dans une politique qui tourne autant le dos aux engagements pris.

Elle provoque le mécontentement, l'angoisse, des drames.

L'action s'organise. C'est la lutte pour les lycéens qui manquent dans le département, notamment en Brière. C'est l'action des parents d'élèves de Rezé, ou de ceux du collège Jean de Neyman à Saint-Nazaire. C'est le refus des fermetures de classes en zone rurale.

Il faut avoir le courage de tirer les leçons de cette mauvaise expérience et faire tout autrement.

La France a besoin de développer le service public national d'éducation. Les connaissances se développent à grande vitesse, nous avons besoin de former des ingénieurs, des techniciens, des enseignants. C'est ce que les lycéens ont revendiqué l'automne dernier. C'est ce que pensent aussi les enseignants et les familles.

On peut dégager immédiatement un collectif budgétaire de 40 milliards pour l'école, pris sur ces énormes dépenses militaires. On peut établir un plan pluri-annuel d'investissement pour le système éducatif.

L'argent existe, il faut le prendre là où il est. Pour cela, il faut mettre en oeuvre une politique de gauche.

Pour améliorer les choses, il ne suffit pas de changer de gouvernement. Nous jugerons bien sûr aux actes, mais quand Mme Edith Cresson déclare que "l'école obligatoire jusqu'à seize ans ce n'est pas l'égalité", et donne en exemple le système allemand d'apprentissage, on est en droit de s'interroger sur le sens de ces paroles. De même, le maintien des propositions pour la réforme des lycées fait peser de lourdes menaces sur les formations technologiques, alors qu'elles sont une forme de démocratisation des voies d'accès au bac, en même temps qu'une réponse à la crise de la main-d'oeuvre qualifiée.

Lorsqu'ils sont unis, enseignants, parents, jeunes constituent une force considérable et peuvent faire bouger les choses.

Au moment où la rentrée 1991 se prépare, rien n'est plus urgent que de refuser toute nouvelle dégradation et d'exiger les moyens pour que puisse être dispensé un meilleur enseignement.

Nous sommes nombreux à vouloir que se créent les conditions d'une véritable politique de gauche.

Les communistes sont soucieux d'agir avec vous pour cela.

C'est bien l'avenir de notre pays qui est en jeu.

J.Y. MARTIN

Membre du comité fédéral du P.C.F

STOP AUX ATTEINTES AUX LIBERTÉS SYNDICALES



A droite Serge Doussin, au cours d'une assemblée de la CGT, avec Louis Viannet, secrétaire de la CGT

DECLARATION

Il n'y a pas de consensus pour accepter une politique d'austérité aggravée.

Les campagnes idéologiques du patronat et du gouvernement se heurtent à la détermination des salariés, à la persistance et profondeur de leur mécontentement, à leur refus de subir.

L'idée grandit que la lutte est la bonne voie pour imposer la satisfaction des besoins des salariés.

Des actions déterminées, rassembleuses, unitaires qui s'organisent posent en termes renouvelés, l'exigence d'autres choix que ceux du patronat et du gouvernement.

L'autoritarisme patronal se renforce. Son objectif est de museler les travailleurs, de leur dénier le droit de s'organiser et de se défendre.

Les exemples d'atteintes aux libertés syndicales, d'engagement de procédures de licenciements, de discriminations salariales malheureusement sont nombreuses.

Les libertés syndicales sont ba-

fouées à la CIC à Châteaubriant comme à la CMF à Varades. Ces deux dossiers parmi d'autres sont significatifs de l'acharnement patronal. Dans ces deux cas "le Patronat hors la loi" a été condamné à de fortes sommes, dont un à la prison avec sursis...

Deux nouveaux dossiers viennent alourdir la répression syndicale :

- Ainsi à la SPST (Convoyeurs de Fonds) ; le directeur porte plainte pour séquestration à la suite du conflit pour la revalorisation des salaires et une plus grande sécurité dans le convoiement des fonds.

14 inculpations ont été signifiées dont celle du Secrétaire de l'Union départementale CGT.

- Ainsi parce qu'il a bien joué son rôle de dirigeant syndical dans le conflit de chez Clergeau, la direction de cette entreprise poursuit Serge Doussin à titre individuel et au titre de ses responsabilités. L'affaire sera plaidée au Tribunal de Nantes le 29 octobre.

Le nombre des atteintes aux libertés et les procès intentés à l'UD CGT-44 caractérisent l'acharnement du patronat qui se nourrit des campagnes orchestrées par le pouvoir politique contre le syndicalisme de lutte.

A chaque fois que les libertés sont menacées ou bafouées, la riposte doit s'organiser.

En ce sens, le Bureau Fédéral appelle ses sections et cellules à s'engager dans la construction d'un puissant mouvement d'opinion pour défendre les droits de l'homme et les libertés syndicales.

La Fédération de Loire-Atlantique du PCF est disponible pour agir en ce sens avec tous ceux qui le souhaitent. Elle contribuera au succès des initiatives qui seront arrêtées pour faire respecter les libertés, exiger la relaxe des militants syndicaux pour que la citoyenneté cadre dans l'entreprise.

Bureau Fédéral du P.C.F
Nantes, le 3 juin 1991

LA MATERNELLE
A L'HEURE EUROPÉENNE



Les statistiques le prouvent : plus la scolarité d'un enfant en maternelle est longue, moins il redouble à l'école primaire.

Alors, l'accueil des enfants de 2 ans va être élargi ?

Jusqu'à maintenant, dans les textes, tous les enfants de 2 ans pouvaient fréquenter l'école maternelle. aujourd'hui, cet accueil est réservé aux Z.E.P. (Zone d'Education Prioritaire).

L'école maternelle française est-elle menacée de disparition ?

Avant la loi d'orientation, la spécificité de l'école maternelle était prise en compte par des inspecteurs. Aujourd'hui, pour assurer une meilleure liaison entre l'école primaire et l'école maternelle, les inspecteurs sont communs. Cette décision va dans le sens de la mise en place des cycles d'apprentissage : à la rentrée, les élèves de grandes sections de l'école maternelle seront dans le cycle des apprentissages fondamentaux avec les élèves de C.P. et C.E.T.

Que deviendront les élèves du cycle des apprentissages premiers ?

Parallèlement, l'accueil des jeunes enfants s'organise dans le cadre

des contrats "petite enfance" signés entre les municipalités et les caisses d'allocations familiales. Bien sûr, dans ce cas, il est demandé une participation financière aux familles.

Et le projet d'école à la maternelle ?

C'est un moyen de mise en concurrence des établissements et surtout de saupoudrage financier. Au lieu de donner des moyens supplémentaires à toutes les écoles, seulement certaines écoles bénéficient de crédits supplémentaires. C'est un moyen pour le gouvernement de soigner son image de marque à travers des opérations médiatiques.

C'est bien devant une politique cohérente que nous sommes. L'alignement européen (puisque nous sommes le seul pays en France à accueillir gratuitement les jeunes enfants avec du personnel qualifié : des enseignants) ne doit pas être un nivellement par le bas dans ce domaine comme ailleurs.

Les communistes ne laisseront pas faire la casse de l'école maternelle.

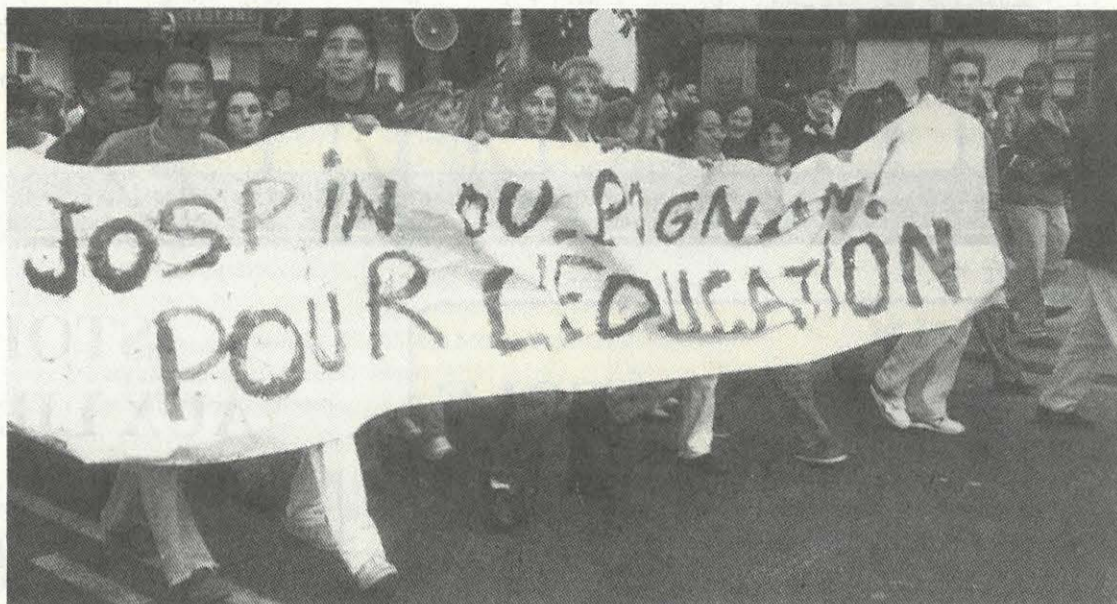
Doit-on garder l'école maternelle telle qu'elle est ?

Non, elle a besoin de moyens supplémentaires pour mieux former les adultes de demain, c'est-à-dire en faire des citoyens libres, acteurs des transformations sociales, des travailleurs responsables capables d'initiatives.

Catherine Gravoille



LE POINT DE VUE D'UN LYCÉEN



Avant la rentrée, Monsieur Jospin s'acharnait à nous persuader que l'éducation était la première priorité du gouvernement. Dès la rentrée, on pouvait en douter puisque depuis 1982 le budget par an et par élève a diminué de 1 200 F, et que rien n'était fait, au contraire, pour préparer le gonflement des effectifs en lycées. Dès la rentrée, les seules réponses étaient : sureffectifs à 35 voire 40 par classe ; suppressions d'options faute de professeurs en nombre suffisant.

Depuis la rentrée, deux événements majeurs ont concerné les lycéens : les grèves et manifestations de l'automne 90, mais aussi la terrible et sanglante guerre du Golfe.

Le premier de ces deux événements fut, malgré certaines limites, bénéfique. En revanche, le second a supprimé de nombreux acquis et risque même d'aggraver la situation.

Quel peut-être le bilan pour les lycéens de ces deux événements ?

Quelle est aujourd'hui la situation dans nos lycées ?

Les manifestations de l'automne nous avaient permis d'obtenir une large série de moyens nouveaux, mais pas encore suffisants. Sur le plan financier, les lycéens avaient obtenu plus de 4 milliards de francs destinés à la rénovation des bâtiments ou à un fonds largement nécessaire vue la crise actuelle, d'aide sociale ; de même, environ 1 500 postes de documentalistes ou de personnel

AT 05. Or, la France compte plus de 2 500 établissements. Pour l'instant, la quasi totalité de ces acquis n'a pas été concrétisée.

Ainsi, la situation au lycée Aristide Briand de Saint-Nazaire n'a guère changée puisque, pour l'essentiel, ce ne sont ni les rideaux, ni la propreté des toilettes - non négligeables par ailleurs - qui déterminent de bonnes conditions d'enseignement. Où sont donc passés les acquis lycéens ?

Dans la guerre du pétrole ? Dans l'assassinat de dizaines de milliers d'innocents irakiens ? Bref, dans une "glorieuse aventure" comme dirait le Général Roquejoffre, chef de la Division Daguet !

La France n'a rien gagné. Au contraire, la qualité de son enseignement, c'est-à-dire son avenir, s'est encore dégradée. Le gouvernement Rocard en porte l'entière responsabilité. C'est bien lui qui a décidé de faire de 12 à 40 milliards d'économie, au détriment du service public ! Alors, qui oserait encore, dans ces conditions, prétendre que l'Enseignement en général et les acquis lycéens en particulier ne seront pas visés quand on sait qu'un unique char coûte 20 millions de francs, soit un lycée de 1 700 places ?

Voilà où sont passés nos acquis : dans l'alignement meurtrier de la France sur les positions de l'impérialisme américain, dans l'augmentation, réclamée par les va-t-en guerre,

du budget de la Défense, tandis que la bonne formule serait plutôt : $\sqrt{\text{bombes}} = \text{écoles}^2 = 40 \text{ milliards}$.

Aussi, n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que la situation dans les lycées soit toujours lamentable, voire même empirée. Quel gâchis de voir un jeune renoncer petit à petit à ses études, alors que des effectifs moins lourds permettraient de lui réserver un avenir digne !

Quel gâchis de voir des copains, que des conditions d'enseignement précaires ont placés en situation d'échec scolaire, tomber dans l'univers pourri de la drogue !

Quel gâchis de voir une jeunesse pleine de capacités de création au service du pays glisser dans le racisme, dont il faut rechercher l'origine dans la crise et l'échec scolaire !

Mais les lycéens ont montré qu'ils savaient se mobiliser. Ils doivent savoir que, pour leur avenir et pour celui de la France, ils peuvent compter sur la Jeunesse Communiste et les communistes. Plus que jamais le renforcement d'une volonté politique de gauche est nécessaire et une preuve de celui-ci a été le succès du Festival de la Contestation.

Le gouvernement devra comprendre que les lycéens, comme l'ensemble de la jeunesse, refusent d'être ce que Jospin lui-même a appelé "une génération sacrifiée".

S.G

ÉCHOS - ÉCHOS - ÉCHOS - ÉCHOS - ÉCHOS - ÉCHOS - ÉCHOS - ÉCHOS - ÉCHOS

Conditions matérielles ?

La Municipalité de Nantes épouse les thèses du gouvernement puisque M. Pousseur explique que "les enfants de 2 ans ne seront accueillis que lorsque les conditions matérielles le permettront". Et si on changeait les conditions matérielles ?

Z.E.P

Zone d'Education Prioritaire

Combien y a-t-il d'élèves en moins dans une classe de Z.E.P ? Un en moyenne ! Vous avez bien lu ! De qui se moque-t-on ?

Succès

Les mauvais coups, suffisamment nombreux, ne doivent pas faire oublier les succès remportés.

Ainsi les parents d'élèves de Crosnac ont gagné. L'école de la Martinière ne sera pas fermée. L'action des parents d'élèves, dans laquelle les communistes ont pris toute leur place, a été déterminante.

Le conseil municipal de Crosnac qui avait décidé la fermeture, en renonçant au programme d'extension indispensable à la survie de

l'école publique, a dû revenir sur sa décision.

Port-Boyer : non au blocage

La FCPE du Port-Boyer, de Nantes, proteste vivement contre la décision de blocage d'un poste à l'école élémentaire pour la rentrée prochaine et se déclare prêt à réagir avec les parents d'élèves pour faire échec au blocage du poste.

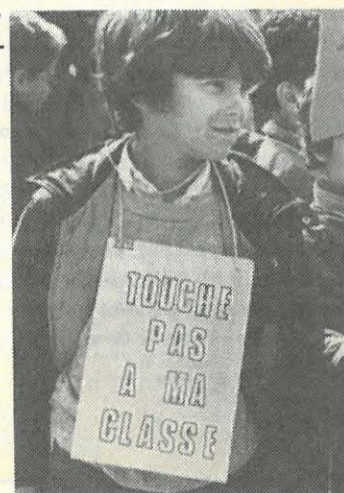
Action à Saint-Herblain

Sept écoles de Saint-Herblain sont concernées par les blocages et les fermetures de classes. Mais les pa-

rents d'élèves ne l'entendent pas ainsi et ils se mobilisent pour empêcher que ce projet soit mis à exécution. Samedi dernier, ils ont occupé les écoles visées et ils sont déterminés pour obtenir satisfaction.

Formation Professionnelle : nous y reviendrons

Le manque de place nous empêche de publier, dans ce numéro de "Nouvelles", un article sur la formation professionnelle. Son auteur voudra bien nous en excuser. Nous aurons l'occasion d'y revenir.



DISTRICT ET FINANCES COMMUNALES : COUËRON

Dans le cadre de la discussion sur la mise en place d'un district sur l'agglomération nantaise, le Conseil Municipal de Couëron a eu une discussion importante. Les élus communistes ont exprimé des arguments les amenant à s'abstenir face aux zones d'ombre existant sur le projet et surtout face aux menaces contre les communes, conformément aux objectifs du gouvernement.

Cependant, pour mieux faire passer le projet particulièrement critiqué, une somme rondelette est mise dans la corbeille (30 millions de francs).

La copie du compte-rendu du Conseil Municipal est d'ailleurs très significatif des méthodes utilisées, puisque suite à une question de Christian Pelloquet, Président du groupe communiste, le fonctionnaire de service a eu le mérite de répondre clairement :

Monsieur Pelloquet : "Concernant la D.G.F, on nous annonce l'arrivée d'environ 30 MF dans le budget du District avec une diminution de 100 000F seulement pour Couëron. L'Etat a-t-il plus de ressources à distribuer aux communes ou en avait-il qu'il ne donnait pas ?"

Monsieur Guillotin : "La D.G.F n'est pas calculée sur une agglomération mais sur l'ensemble de la France. Cette dotation globale est attribuée aux communes de métropole, aux communes d'outre-

mer et aux organismes à fiscalité propre.

Les 30 MF prévus pour le District seront pris sur cette masse globale. D'autre part, tous les ans, sont rétrocedées à l'ensemble des 36 000 communes françaises, les sommes non dépensées sur la D.G.F (3 milliards pour 1990).

Eh oui ! vous avez bien lu, 3 milliards de francs, soit 60 F par français, d'impôt collecté et non affecté.

Sans commentaire !

DISTRICT BLOQUÉ

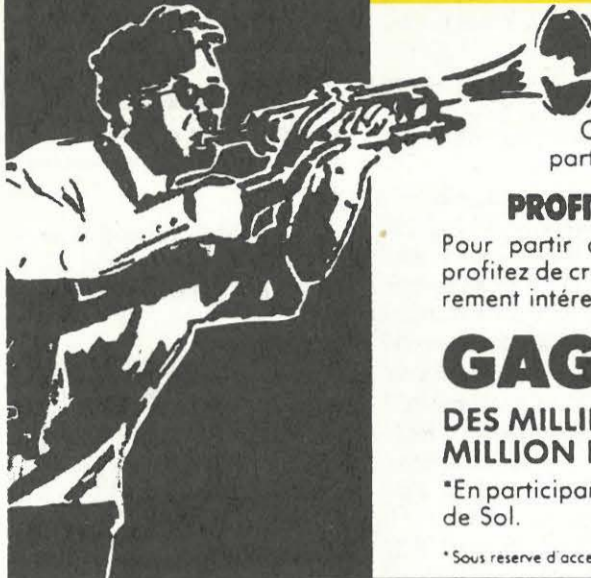
Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le Conseil Général (majoritaire à droite) vient de bloquer le projet du District en refusant le périmètre proposé par le préfet (20 communes, dont les 8 qui veulent en rester à la formule actuelle du SIMAN)

Affaire à suivre.

"NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITÉ"

S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAUDEAU
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER,
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITÉ : Tél. 40.48.56.36.
RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28.
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.76.
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.C.P. n° 52 987

JUSQU'AU 30 JUIN



C'est en musique sur toute la gamme Renault

ECONOMISEZ JUSQU'À 7 000 F

Sur la reprise ou les équipements en option, selon les véhicules signalés. Offres non cumulables et réservées aux particuliers.

PROFITEZ DE CREDITS EXCEPTIONNELS

Pour partir au volant de votre nouvelle Renault, profitez de crédits Diac et de financements particulièrement intéressants*.

GAGNEZ 12 CLIO*

DES MILLIERS DE DISQUES LASER ET UN MILLION DE PIN'S.

CLIO RN 1.2, 3 PORTES

*En participant au grand jeu national gratuit de la Clé de Sol.

* Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - RCS Nanterre B 702 002 221

JE VOUS ATTENDS

RENAULT ST-NAZAIRE.

Centre Automobile de l'Etoile

Voie Express Pornichet - ST-NAZAIRE - 40.70.35.07

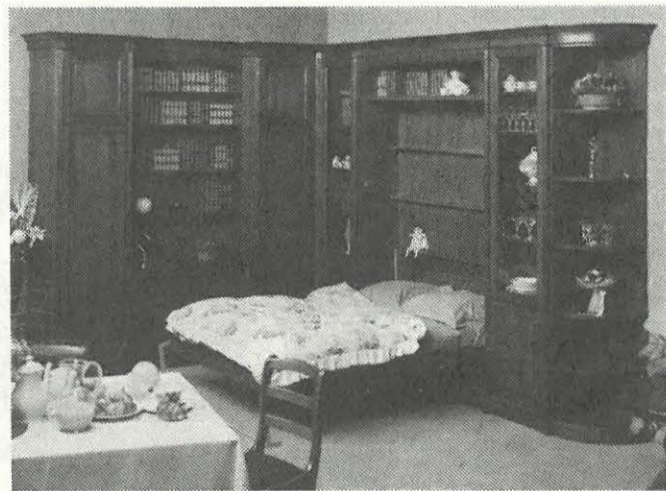
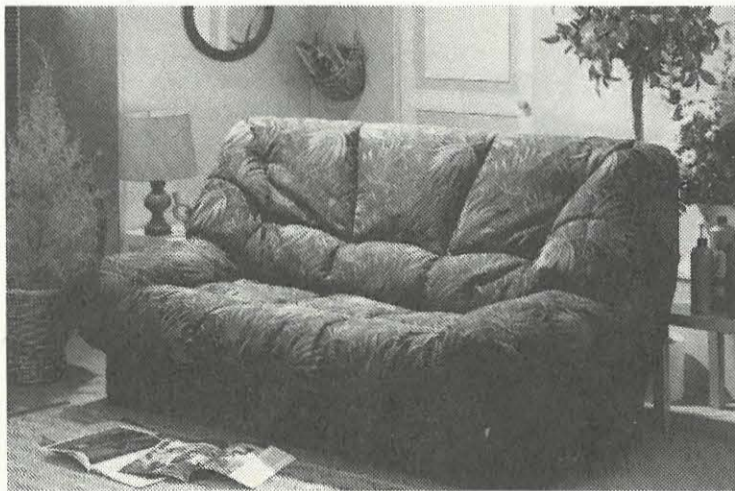


CROZATIER

Meubles & Décoration



c'est aussi les meubles sympas...



Place de la Gare ☎ 40.22.12.56 - SAINT-NAZAIRE

OUVERT TOUTS LES JOURS : 9 H - 12 H ET 14 H - 19 H, SAUF LUNDI MATIN



Un destin communiste

"As-tu vu Crémet ?" (1) Tel est le titre de l'ouvrage que consacrent deux journalistes au destin de cette figure du mouvement ouvrier de notre département que fut Jean Crémet.

Enfant de La Montagne, ouvrier à l'arsenal d'Indret, licencié en 1917 pour pacifisme, gagné à la cause révolutionnaire, Crémet fit avec d'autres, le choix de Tours en 1920 et exerça des responsabilités importantes dans le jeune Parti Communiste SFIC, dans notre région d'abord, nationalement ensuite.

Les auteurs voulaient faire de ce personnage un héros d'aventures, sinon d'espionnage, un pionnier de la dissidence communiste. C'était aller un peu vite en manoeuvre anti-communiste.

Que des faits historiques témoignent d'un parcours hors du commun qui conduisit Crémet à disparaître mystérieusement en 1931, cela est une chose indiscutable.

Un autre consiste à interpréter le destin du "héros" devenu victime du stalinisme auquel on aimerait sembler-t-il faire regretter le choix révolutionnaire qu'il fit en 1920 alors que rien ne vient étayer cette argumentation.

Le livre fourmille d'anecdotes sur la "carrière politique" d'un Crémet

militant révolutionnaire au service exclusif du Komintern et de l'URSS (cela va de soi !) De là à prétendre qu'étaler l'histoire de Crémet cela ne peut que gêner les communistes, il n'y a qu'un pas et les auteurs le franchissent allègrement (2).

70 ans après la création de leur Parti, les Communistes Français sont fiers du choix fait à Tours par les militants révolutionnaires d'alors.

Crémet en fut comme il fut de tous les combats de son Parti au service de la classe ouvrière et de son pays à cette époque.

Dans les conditions d'aujourd'hui, dans la France des années 90, rien ni personne ne fera renoncer les communistes au combat émancipateur qu'ils ont commencé il y a 70 ans.

Encore moins des opérations politiciennes auxquelles les auteurs de ce livre auraient bien voulu apporter leur pierre. Mais cette pierre qui roule n'amasse pas mousse et Crémet reste Crémet. Un personnage qu'ils n'atteindront jamais.

Yann VINCE
Membre du Bureau fédéral.

(1) "As-tu vu Crémet ?" par R. Faligot et R. Kauffer (Fayard) 1991

(2) Déclaration de R. Kauffer à FR3 le 31 mai dernier.

Les communistes de l'aérospatiale prennent M^{me} Cresson au mot

Les cellules de l'aérospatiale du Parti Communiste, au cours d'une conférence de presse exigent, après les déclarations de Madame Cresson parlant de "muscler l'industrie" : la levée du blocage des embauches et le renforcement des capacités de production de l'aérospatiale.

Pour les communistes des possibilités existent avec :

"Un carnet de commandes qui assure les charges pour trois années, c'est là effectivement un atout considérable.

Un marché du transport aérien qui progresse régulièrement et que les experts prévoient en développement continu.

Des nouveaux produits en demande sur le marché, on pourrait donc, disent les communistes, imaginer que cette situation conduise à un double développement :

- celui des capacités de production en hommes et en matériel,
- celui conduisant à démilitariser une part importante de son activité".

Après avoir abordé la soumission vis à vis de la R.F.A, un plan de restructuration qui conduirait à réduire l'emploi, des investissements

aux Etats-Unis et les craintes que les ATR puissent être construits au Canada, les communistes revendiquent :

"Une priorité pour des coopérations franco françaises et un investissement qui porte sur la création d'emploi sur des créneaux en développement.

Ils revendiquent également des réponses sociales, montrant par exemple que "les salaires allemands sont plus élevés que ceux de l'aérospatiale et qu'ils seront augmentés de 6 % en 1991".

Madame Cresson est au pied du mur.

Manif à Paris

Les policiers municipaux et les gardes-champêtres manifesteront le 19 juin à Paris, à l'appel de la C.G.T, la C.F.T.C, la F.N.P.M, l'U.N.A.P.M et le S.N.A.A.S.

Dans un communiqué, la C.G.T précise que ces personnels sont écartés de tous les reclassements et qu'ils ne sont toujours pas reclassés dans le statut de la fonction publique territoriale.

Pour la Loire-Atlantique, un moyen de transport en commun est

prévu entre la C.G.T, la C.F.T.C et la F.N.P.M.

Pour tous renseignements, téléphoner au 40 91 62 88 entre 19H et 20H.

Fête Fédérale 2^e tirage des vignettes

6 110	6 145
921	14 055
20 447	21 577
21 494	1 249
19 902	21 582
20 465	10 295
21 577	240
219	19 878
1 070	20 478
21 555	6 254
20 468	206
19 876	21 646
16 539	19 876
6 143	6 255
20 307	17 501

RANDONNÉES A CHEVAL

- en week-end
- en séjour hebdo
- en grand voyage

VISITEZ LE MASSIF CENTRAL PAR LES SENTIERS
avec **CHEVAUX minis**
Programme de l'année, infos adhérents
Groupes et individuels
Tél. 55.56.50.38

Les ouvriers communistes

Les Nouvelles de Loire-Atlantique ont interrogé J.C. Lamatabois et R. Antoine, nés de parents ouvriers, sur le livre de J.P. Molinari, "Les Ouvriers communistes" (Editions Albaron, Thonon, 150F)

Que pensez-vous de cet ouvrage de sociologie ?

J.C.L. : C'est une thèse, une analyse de la composition sociale, des faits sociaux et aussi un travail de recherche du passé. C'est tour à tour de l'histoire et de la sociologie, riche en chiffres, en références, en témoignages. Très captivante, l'étude des "matrices ouvrières du PCF" et, peut-être parce que je suis fils de cheminot, les réseaux cheminots. Mais les "filons miniers" et le chapitre "métallos" présentent autant d'intérêt, par les contributions de militants : motivations d'adhésions, vie familiale, répression patronale et gouvernementale.

N.L.A. : Certains lecteurs regrettent que le département y soit insuffisamment représenté.

R.A. : J'ai été heureux de retrouver les ouvriers agricoles de la Beauce, et il ne faudrait qu'une retouche ou deux aux langages et concepts politiques des ouvriers d'autres régions, ce qui prouve la validité d'ensemble des descriptions.

N.L.A. : Pas de lacunes majeures, donc ?

J.C.L. : Dans ce parcours entre le global et le particulier, il est insuffisamment fait mention de 2 dates décisives pour la question. 1958 : avec son amorçe de bipolarisation politique, et le fait que, à part les communistes, la majorité des français vota pour De Gaulle. 1968 : jusqu'aux accords de Grenelle, avec l'activité incessante des communistes et, en même temps, exploitation d'un grand champ d'expérience pour la mise en place de la stratégie du P.S. : 4 ans plus tard, c'était la signature du Programme Commun suivi de l'aveu, par Mitterrand, à Vienne, que le but prioritaire du P.S. était d'affaiblir le Parti Communiste. Lorsqu'on aborde la question adhésion/désadhésion, on ne peut faire l'impasse sur des faits aussi déterminants.

R.A. : Je rappellerai cette banalité : le phénomène désadhésion affecte beaucoup d'autres secteurs que le Parti Communiste. Vie sociale marquée d'individualisme : DEunion, Divorce, esprit de DEmission, DEstabilisation, DEchristianisation... Le préfixe DE s'applique à la plupart des relations inter-individuelles. Pour ce qui concerne le P.C.F, la DEception causée

par la politique... du P.S. retombe parfois obliquement sur nous, ce qui est un comble ! Ajoutons le DEsarroi + DEbâcle des pays de l'Est : et pourtant le Parti n'est pas, n'est plus ce zèbre qui courait après ses zébrures.

J.C.L. : La conclusion parle de "légitimité populaire et d'abandon des références aux modèles". J'ajoute une notion, celle de "responsabilité"

populaire, c'est-à-dire nécessité d'une prise en charge, par le peuple, de son destin.

N.L.A. : Certes, tout ne dépend pas du seul P.C.F, et la vie est en train d'écrire la suite de ce livre : quand une section communiste du Finistère défend l'usine Thomson, 33 travailleurs adhèrent ; et c'est pour des raisons de politique générale que des postiers,

des cheminots nantais ont adhéré voici deux mois, et que des gars des chantiers ont fait de même à la fête. Alors, un livre qui fait réfléchir et non fléchir, un livre de meilleure qualité que sa préface ?

R.A. et J.C.L. : Assurément un livre de propositions et d'interrogations, de bonne foi et aloi.

Offre exceptionnelle :
48 mois de location avec option d'achat.
Coût total : seulement 9,64% de plus
que le prix catalogue*



AUDI 80
Jusqu'au 30 juin 1991 profitez de nos offres de financement. Par exemple sur l'Audi 80 1,8 S - 90 cv - AM 91 93.750F TTC. *Financement en location avec option d'achat sur 48 mois : dépôt de garantie 14.062,50 F et 1^{er} loyer de 6.562,50 F suivi de 47 loyers de 1.987,50 F. En cas d'acquisition : Option finale d'achat de 2.812,50 F et 11.250 F de dépôt de garantie restitué, coût total 102.787,50 F soit 109,64%. Sous réserves d'acceptation du dossier par V.A.G. Financement, 105 bis, bd Malesherbes 75008 Paris. Modèle présenté Audi 80 1,8. Jantes alliage léger en option. **Audi** Tarif au 24.01.91.

Le hasard n'a pas de place dans une Audi.

S.A. Garage MOISON

60, rue de la Ville-Halluard
SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.22.30.30

V.A.G.